The Sustainability of Cultural Diversity. Nations, Cities and Organizations, Maddy JANSSENS, Myriam BECHTOLDT, Arie de RUIJTER, Dino PINELLI, Giovanni PRAROLO et Vanja M. K. STENIUS (dir.), 2010 Edward Elgar, Cheltenham, R.-U., XXII + 356 p.

Joseph Pestieau

Volume 43, numéro 4, décembre 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1013361ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1013361ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pestieau, J. (2012). Compte rendu de [*The Sustainability of Cultural Diversity. Nations, Cities and Organizations*, Maddy JANSSENS, Myriam BECHTOLDT, Arie de RUIJTER, Dino PINELLI, Giovanni PRAROLO et Vanja M. K. STENIUS (dir.), 2010 Edward Elgar, Cheltenham, R.-U., XXII + 356 p.] *Études internationales*, 43(4), 646–648. <https://doi.org/10.7202/1013361ar>

destinées à obtenir une compensation financière en vue de l'acquisition de terres. Ces deux situations ont mené à des frictions entre autochtones et non-autochtones mettant en opposition différentes conceptions des notions de globalisation et d'autonomie. Toutefois, cette relation ne doit pas être uniquement vue comme une confrontation, puisque, comme le démontre l'exemple de la nation Onondaga, une relation coopérative peut se baser sur de nouveaux concepts de propriété.

La question du développement de la propriété intellectuelle comme nouvelle forme d'*enclosures* fait également l'objet d'une adaptation et d'une résistance. Comme l'expose Anna Greenspan, des pratiques répandues comme le piratage ou l'imitation favorisent l'émergence d'une économie informelle en marge de la globalisation capitaliste. Plus qu'une simple forme de résistance à la propriété privée, elle représente une forme d'adaptation des pays du Sud au phénomène de globalisation.

Cet ouvrage problématise efficacement la relation entre globalisation et autonomie en présentant cette dernière comme dialectique, représentant opportunités et contraintes. L'accent mis sur l'étude des populations autochtones expose également de façon très convaincante comment les régimes de propriété sont centraux dans la définition de l'autonomie des communautés. Ce point nous informe sur le potentiel de la définition des conceptions alternatives de propriété au sein de la contestation et de la reformulation du projet de globalisation.

Jonathan VIGER
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal (UQAM)

The Sustainability of Cultural Diversity. Nations, Cities and Organizations

Maddy JANSSENS, Myriam
BECHTOLDT, Arie de RUIJTER, Dino
PINELLI, Giovanni PRAROLO et Vanja
M. K. STENIUS (dir.), 2010
Edward Elgar, Cheltenham, R.-U.,
XXII + 356 p.

Comment la diversité culturelle contribue-t-elle ou nuit-elle à terme à la cohésion sociale, à l'intégration socio-économique, au bien-être et au développement ? Comment peut-on créer des espaces sociaux où cette diversité donnerait lieu à des interactions positives plutôt que négatives sur les plans économique, social, culturel et politique ? Comment diverses communautés culturelles peuvent-elles vivre et prospérer ensemble tout en gardant leur identité culturelle ? Voici les questions auxquelles ce livre voudrait répondre. On y souligne qu'il est généralement question de la spécificité culturelle, ethnique ou religieuse d'un groupe en relation avec l'inégalité dont il souffre. On ne peut donc parler de diversité sans aborder l'inégal accès aux ressources. Ce livre insiste également sur le fait que les réussites comme les échecs de la diversité sont toujours dépendants d'un contexte particulier et que les généralisations sont donc toujours problématiques.

Une première partie définit la diversité culturelle et la durabilité (*sustainability*) de celle-ci. On y évoque l'histoire européenne pour donner des exemples de diversité qui sont devenus insoutenables et ont suscité des changements de paradigme. Par exemple, la réforme, en brisant l'unité de la chrétienté, entraîna des guerres de religion qui devinrent insupportables et provoquèrent un profond bouleversement des

mentalités en faveur de la tolérance et du libéralisme, ce qui permet de vivre en paix en dépit de la diversité religieuse.

Dans une deuxième partie, les auteurs envisagent la diversité culturelle et sa durabilité au niveau national, dans une troisième les contributeurs font de même pour les villes, alors que dans une quatrième partie on s'attarde à cet égard aux différents types d'organisations. Dans la deuxième partie sont envisagées des minorités très différentes aux États-Unis, en France, en Bolivie et en Allemagne. Notons que, si l'on mentionne des minorités culturelles ou ethniques, ce n'est pas pour réifier arbitrairement des cultures ou des ethnies, mais plutôt parce que ces minorités souffrent d'exclusion ou sont défavorisées sur le plan socioéconomique. Il ne s'agit pas de les opposer à l'unité républicaine, mais de tenter de les reconnaître pour les inclure dans cette unité au nom d'un idéal républicain. Cette deuxième partie se termine par une tentative de comparer le niveau de tolérance à la diversité dans différents pays.

La troisième partie est consacrée aux villes. Elle traite de la diversité dans des quartiers de Londres, à Bratislava, à Prague ou à Amsterdam ainsi que de la participation multiculturelle dans des productions artistiques qui sont des événements urbains.

La quatrième partie commence par un chapitre qui présente des pratiques favorisant la diversité harmonieuse entre cultures au sein de différentes entreprises européennes et pour la plus grande efficacité de ces entreprises. Le second chapitre traite du multiculturalisme et des politiques d'intégration des immigrants en Suède. Il devrait

donc se trouver dans la deuxième partie, mais, probablement parce qu'il traite aussi du rôle des organisations d'immigrants, il a été placé dans la quatrième. Le troisième chapitre porte sur l'intégration d'employés de cultures différentes dans une compagnie d'assurance des Pays-Bas. Il dénonce avec finesse la superficialité de certaines approches au sujet de l'intégration multiculturelle. Le dernier chapitre compare l'immigration et l'*entrepreneurship* des immigrants dans différents pays européens. On comprend mal qu'il se trouve dans la quatrième partie.

En somme, un beau programme a été exécuté de façon plutôt décevante. Un tableau mis en appendice du chapitre comparant deux quartiers de Londres n'a manifestement pas été vérifié ; des données au sujet d'un quartier sont attribuées à un autre ; on s'y perd au moment où l'on croit pouvoir récapituler ce qui vient d'être dit. La diversité dont on parle dans certains chapitres n'est pas définie alors même qu'on prétend en traiter. Plus gravement, ce livre pose une question capitale, mais n'y répond guère. Le lecteur n'est pas beaucoup plus éclairé après l'avoir lu sur l'impact qu'a la diversité culturelle sur le capital social, la cohésion sociale et la sécurité sociale. On discute savamment de ces sujets, mais sans nous informer davantage à propos du sujet annoncé. On nous dit que la diversité est une bonne chose, sans toujours le démontrer ou sans argumenter à l'encontre de qui dirait le contraire. Ce livre est un recueil d'études qui ne s'inscrivent pas suffisamment dans le projet des directeurs. Chaque étude suit son cours et n'est pas dépourvue d'intérêt, mais s'intègre plus ou moins

mal à l'ensemble. La quatrième partie échappe toutefois très nettement à cette critique, car elle suit le programme annoncé par les directeurs.

Joseph PESTIEAU
Cégep de Saint-Laurent

ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Politique étrangère comparée Canada – États-Unis

Jean-Michel LACROIX
et Gordon MACE (dir.), 2012,
Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 274 p.

L'ouvrage collectif dirigé par MM. Lacroix et Mace compare le Canada et les États-Unis au regard de leur politique étrangère. Il traite à la fois des divergences et des convergences entre ces deux pays en matière de questions internationales. Historiquement, leur rapprochement a été favorisé non seulement par le désastre économique causé par la Seconde Guerre mondiale, mais aussi par leur proximité géographique. Ce rapprochement visait à dynamiser leurs économies respectives. L'objectif de cet ouvrage est de montrer qu'en dépit de l'interdépendance des deux pays et de l'alignement du Canada sur les positions des États-Unis leurs politiques étrangères divergent à certains égards. La volonté des auteurs de se pencher sur les subtilités dans la conduite des deux politiques étrangères confère à l'ouvrage toute sa pertinence.

Les différences entre ces deux politiques ont été observées à la faveur de la nouvelle dynamique internationale. Celle-ci se traduit par des velléités de repositionnement stratégique de la Russie sur l'échiquier international. Cette dynamique a engendré

une redéfinition des rapports avec la Russie, notamment dans le cas du nucléaire iranien et de celui de l'Arctique. La différence des approches s'est aussi manifestée dans la résolution du conflit afghan.

C'est à travers ces principaux aspects que les contributeurs de l'ouvrage, notamment Jonathan Paquin, David Haglund, Frank Harvey et John Mitton, ont comparé les politiques étrangères des deux pays.

En ce qui concerne l'analyse comparative de la politique étrangère du Canada et des États-Unis en Afghanistan, Jonathan Paquin a indiqué que les deux pays souhaitent la défaite des insurgés islamistes ainsi que le rétablissement de la stabilité en Afghanistan. Il montre aussi que les deux pays sont favorables aux opérations militaires, en dépit des contestations populaires. Il souligne par ailleurs que le conflit en Afghanistan n'a jamais été un enjeu électoral pour aucun des deux pays. S'il faut en croire les propos de Paquin, la victoire n'est pas acquise, malgré d'importantes ressources financières investies dans le conflit afghan. Ces ressources financières ont été qualifiées de coûts irrécupérables par l'auteur. Ainsi, devant l'incertitude de la victoire, les deux pays doivent prendre des décisions rationnelles pour éviter l'enlèvement. Dans le cadre du conflit afghan, les États-Unis s'inscrivent dans une logique de victoire militaire sur les talibans, tandis que le Canada vise deux objectifs : gagner en influence auprès de ses alliés dans l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et accroître sa crédibilité vis-à-vis des États-Unis.

À la suite de Jonathan Paquin, David Haglund fait aussi quelques